

**Unité départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 12 décembre 2025

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 25 - 677

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur   
**COVED**

3, rue des Prés de Lyon  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701952

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 novembre 2025 dans l'établissement COVED implanté 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur place suite au signalement d'un incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED
- 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.

La zone de stockage des déchets dangereux conditionnés a été détruite, la zone de stockage de déchets en cuves a été impactée (une partie des cuves dans la zone de flux thermique et toiture métallique en partie déformée).

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite suite à un incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incendie	Code de l'environnement du 24/11/2025, article R512-69	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	Sans objet
3	Aire de stockage de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4.4.7	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'incendie a été maîtrisé par l'exploitant avec le soutien appuyé du SDIS.

Aucune victime n'est à déplorer, les dégâts matériels sont limités à première vue à la perte de déchets non dangereux calcinés (environ 100 m<sup>3</sup>).

L'exploitant a informé l'inspection qu'une étude solidité de la structure métallique de la zone est programmée.

Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site, pompées en partie lors de visite, la totalité de ces eaux sera pompée, analysée et envoyée vers la filière de traitement idoine.

Les déchets calcinés seront envoyés en ISDND (25,9 tonnes).

Compte tenu que la durée de l'incendie est inférieure à 3 heures et qu'il concerne des déchets non dangereux, l'impact sur l'environnement est faible.

L'exploitant a identifié une pile au lithium comme la cause du début d'échauffement des déchets.

L'exploitant s'est engagé à mener une étude de solidité de la structure du bâtiment.

L'exploitant ne détaille pas suffisamment l'analyse des causes profondes ni les actions proposées (pourquoi la pile lithium se trouvait dans les déchets industriels valorisables, comment a-t-elle déclenché un incendie, etc... Et quelles actions correctives sont envisagées pour limiter la survenue d'un sinistre similaire).

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'un mégabloc est manquant, la hauteur du mur étant inférieure, les conditions de limitation de propagation des flux thermiques ne sont potentiellement pas satisfaites. L'exploitant s'est engagé à procéder à la reconstitution du mur dans les plus brefs délais.

Une partie des déchets dangereux ont été constatés stockés sur la voie de circulation de véhicules hors de la zone dédiée et donc hors rétention, l'exploitant a mené l'action de retour à conformité dans la journée.

**2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Incidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à la préfète et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au Préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé par téléphone l'inspection des installations classées le 22 novembre 2025 à 16h23.</p> <p>Par courriel du 9 décembre 2025, l'exploitant a transmis une fiche-incident (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) qui écrit les événements, les sources et les mesures prises qui n'appellent pas d'observations particulières.</p> <p>Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site dans le réseau de collecte prévu à cet effet. L'inspection a constaté que la vanne d'obturation est fonctionnelle et aucune fuite vers le milieu extérieur n'a été constatée.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté également qu'une partie de ces eaux étaient encore dans les canalisations, l'inspection invite l'exploitant à pomper ces eaux souillées, l'exploitant s'est engagé à les pomper le 25 novembre 2025 au plus tard.</p> <p>Les eaux souillées seront analysées et envoyées vers la filière de traitement idoine.</p> <p>Les déchets calcinés, environ 100 m<sup>3</sup> de résidus, seront envoyés en centre de traitement idoine (a priori ISDND).</p> <p>L'exploitant a identifié une pile au lithium comme la cause du début d'échauffement des déchets.</p> <p>L'exploitant ne détaille pas suffisamment l'analyse des causes profondes ni les actions proposées (pourquoi la pile lithium se trouvait dans les déchets industriels valorisables, comment a-t-elle déclenché un incendie, etc... Et quelles actions correctives sont envisagées pour limiter la survenue d'un sinistre similaire).</p> <p>Une étude solidité de la structure métallique de la zone est programmée par l'exploitant.</p> <p>Dans la fiche BARPI transmise par l'exploitant, la cause de l'incendie est identifiée comme étant l'échauffement d'une pile au lithium. Or, ce type de déchet n'est pas supposé être présent avec des déchets industriels en mélange valorisables (cartons, bois, métaux, plastiques...).</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'identifier les livraisons de déchets sur les deux jours précédant le 24 novembre 2025 pour identifier une éventuelle activité source de la pile au lithium source présumée de l'incendie.

Il est demandé à l'exploitant de détailler l'analyse des causes profondes et les actions proposées (pourquoi la pile lithium se trouvait dans les déchets industriels valorisables, comment a-t-elle déclenché un incendie, etc. Et quelles actions correctives sont envisagées pour limiter la survenue d'un sinistre similaire).

Il est demandé à l'exploitant d'identifier et d'informer les producteurs de déchets dont les déchets ont été réceptionnés et stockés dans l'alvéole dans laquelle l'incendie s'est déclaré. Il mènera une sensibilisation auprès de ces producteurs sur les risques incendie, les mesures à prendre pour la gestion et la manipulation des piles au lithium et sur la filière de traitement idoine.

Le rapport BARPI et la description de l'intervention de l'exploitant faite en visite d'inspection indiquent qu'à la suite de l'identification d'une fumée sur le tas de déchets, un engin a été utilisé pour manipuler les déchets et identifier la source des fumées. Toutefois, cette manœuvre a été la source de la production de flammes nues qui ont aggravé le sinistre. Il est demandé à l'exploitant de mener une réflexion et de rédiger une procédure d'intervention pour éviter de renouveler si nécessaire une telle manipulation en cours d'événement incidentel.

L'exploitant indiquera à l'inspection le volume d'eau d'extinction utilisé pendant le sinistre.

Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets des déchets éliminés et une copie des bons de pesées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Murs coupe-feu

**Prescription contrôlée :**

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R15 ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;
- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).

Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe A2s1d0 ;
- murs extérieurs E 30 ;
- murs séparatifs E 30 ;
- portes et fermetures E 30 ;
- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3) [...]

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la

disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les murs de l'alvéole de stockage des déchets industriels valorisables stockés en vrac où a eu lieu le sinistre sont constitués de mégablocs sur une hauteur de 4 mètres.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'un mégabloc est manquant, la hauteur du mur étant inférieure, les conditions de limitation de propagation des flux thermiques ne sont potentiellement pas satisfaites.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à procéder à la reconstitution du mur dans les plus brefs délais.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mener les démarches pour reconstituer la hauteur complète de l'alvéole concernée avant tout nouveau stockage de déchets dans ladite alvéole.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Aire de stockage de déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 2 février 2000 – article 4.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que des déchets liquides étaient stockés sur la voie de circulation de véhicules et non sur l'aire de stockage de déchets dangereux identifiée.</p> <p>A la demande l'inspection, l'exploitant remet sur l'aire dédiée les déchets dangereux initialement stockés sur la voie de circulation pendant le déroulé de la visite d'inspection.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le jour même de la visite du 24 novembre 2025, les photos de retour à la conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite